

rançon émanant de groupes criminels, les enlèvements pourraient ainsi être largement évités et les sommes versées mieux contrôlées. Cette option présente également l'avantage de dépolitiser les concessions exigées par les preneurs d'otages, puisque les compagnies d'assurances ne sont pas en mesure d'accéder à des demandes politiques. L'approche « responsabilisante » implique, en revanche, comme son nom l'indique, de responsabiliser davantage les individus eux-mêmes et leurs employeurs, ce qui suppose d'abandonner le paradigme de la responsabilité absolue de l'État vis-à-vis de ses citoyens.

Résolument tourné vers le réel, cet essai s'appuie sur un répertoire extrêmement riche d'exemples contemporains, mais aussi sur quelque cent entretiens menés dans sept pays qui permettent, comme le souligne l'auteur lui-même, de « dépasser le cénacle académique ». En s'extrayant du dilemme « payer ou ne pas payer » pour lui préférer la question « qui doit payer ? », Étienne Dignat avance une solution concrète à un problème resté trop longtemps dans les zones d'ombre de la politique étrangère.

Laure de Roucy-Rochegonde

GÉOPOLITIQUE DES OUTRE-MER. ENTRE DÉCLASSEMENT ET (RE)VALORISATION

Fred Constant

Paris, Le Cavalier Bleu, 2023,
208 pages

Après la *Géopolitique des îles* de Marie Redon en 2019, les éditions Le Cavalier Bleu publie dans la même collection de petits ouvrages synthétiques sur la « géopolitique » un livre recoupant en partie la problématique des territoires

insulaire dans le monde. Le politologue Fred Constant, professeur à l'université des Antilles, aborde ce thème, qu'il qualifie avec justesse d'« angle mort de la géopolitique où ils n'apparaissent que furtivement », avec quelque 80 territoires de tailles et de situations géographiques très variables, du Groenland à l'île de Pâques. Ils possèdent le caractère commun d'être des « outre-mer », aux institutions et aux statuts très divers, mais à la souveraineté toujours partielle et dépendant sur des modes divers d'une métropole ou d'une fédération plus ou moins lointaine. Ce que certains contesteront : l'auteur va jusqu'à intégrer dans cet ensemble le 51^e État américain, Hawaï, aussi bien que Hong Kong pour la Chine.

Particulièrement au fait de la situation et des enjeux des Caraïbes mais sans oublier le Pacifique et en actualisant son analyse jusqu'à la présidence d'Emmanuel Macron, Fred Constant entend procéder à une « géopolitique comparée » des outre-mer français, des autres pays européens et du reste du monde (Chili comme Russie ou Japon).

La tâche n'est pas aisée car, malgré la parfaite concordance sémantique du français « outre-mer » et de l'anglais *overseas*, les appréhensions britannique et française de la projection nationale dans ces pays et leurs eaux territoriales n'ont rien de similaire, ni politiquement ni économiquement, et surtout culturellement. La départementalisation des Antilles françaises est présentée ici comme une « forme inédite de décolonisation par intégration », ce qui n'a guère de sens pour un Royaume-Uni ayant abandonné historiquement ses petits territoires du Pacifique (sauf Pitcairn) à des dominions, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui ont une pleine souveraineté internationale terrestre et

maritime. Comme le souligne Fred Constant, tout se joue pour eux dans le Commonwealth, cadre plus large et plus rassembleur que celui des minuscules *British Overseas*. Après le Brexit, il parle même de leur « régression » car ceux-ci ont « perdu leur statut de territoires associés à l'Union européenne » tout en étant (sauf Gibraltar) victimes d'une « invisibilité » dans le débat intérieur au Royaume-Uni.

La simple qualité d'« outre-mer » ne suffit donc pas en tant que telle pour situer ces territoires dans une problématique et une échelle communes, tout particulièrement en termes de déploiement sécuritaire. Les États-Unis à Hawaï et les départements français de la Réunion n'ont pas, à l'évidence, d'implantation militaire à projection régionale, ni de position géostratégique, comparables.

La conclusion, qui aborde la place des outre-mer dans la mondialisation en affirmant qu'ils y fournissent toujours des « leviers de puissance » mais pointe également une « dépréciation relative des territoires de la façade atlantique » par rapport à ceux de la « zone indopacifique », confirme, quant à l'analyse du lien de ces territoires avec leurs métropoles, la vision spécifiquement française d'un livre stimulant sur un sujet délicat et rarement traité avec ce souci de synthèse élégante.

François Gaulme

UNIVERSAL FOOD SECURITY: HOW TO END HUNGER WHILE PROTECTING THE PLANET

Glenn Denning
New York, Columbia University
Press, 2023, 448 pages

Glenn Denning s'intéresse ici à la transformation du système alimentaire dans le but de parvenir à une alimentation nutritive pour tous, tout en préservant l'environnement. Praticien, universitaire, enseignant et conseiller agricole de renommée mondiale, l'auteur a souhaité compiler les connaissances multiples qui existent sur le sujet. L'ouvrage propose un format dynamique où se succèdent des récits d'expériences vécues par l'auteur, des réflexions de ses pairs, des schémas synthétiques et des photographies.

Pendant des millénaires, le climat a façonné la répartition géographique et la productivité de l'agriculture. Aujourd'hui changeant, il s'accompagne d'une dégradation des ressources naturelles nécessaires à la production, à savoir l'eau et le sol. Sans tomber dans l'optimisme technologique, Glenn Denning présente sans tabou les technologies au service de la production et considère leur utilisation complémentaire au savoir et à l'intelligence humaine. Le défi alimentaire à venir est immense, puisqu'en plus du milliard de terriens aujourd'hui en situation de « sous-nutrition » et des deux milliards qui sont en situation de « surnutrition », la population mondiale devrait croître de 25 % d'ici 2050.

Pour Glenn Denning, l'effort à fournir afin d'atteindre une alimentation nutritive pour chacun tout en préservant l'environnement ne repose pas seulement sur la production agricole mais